

RENTREE 2012 :**DES AVANCÉES SUR LA CARTE DES FORMATIONS MAIS LES
RETRAITS D'EMPLOIS DEMEURENT INCHANGÉS !****CONTINUONS LA MOBILISATION !**

La rentrée 2012 s'annonce particulièrement difficile dans notre académie la plus touchée en proportion par les retraits d'emplois : 147 emplois supprimés soit 3,4% du volume total des emplois dans le second degré, 131 emplois dans le premier degré (-4%) et 12 emplois d'administratifs (rectorat et IA) pour des effectifs élèves qui restent stables.

Pour récupérer ces emplois, le recteur a, dans un premier temps, concocté une carte des formations provocatrice, ignorant les équilibres territoriaux, s'attaquant aux élèves les plus fragiles : fermeture de deux établissements (EREA de Meymac et LP Mas Jambost) suppressions de nombreuses filières ou sections notamment dans des lycées ruraux, remettant en cause à très court terme l'existence même de ces établissements. Les mobilisations locales ont été immédiates et fortes, réunissant enseignants, parents, élèves, élus, population dans son ensemble.

La FSU a été à l'initiative d'un appel intersyndical à faire converger ces luttes lors d'une manifestation académique devant le rectorat le 11 janvier, jour de la tenue du CTA. 800 manifestants ont ainsi, toute la matinée durant, fait entendre au recteur leur farouche opposition à ses projets. A l'unanimité, les élus au CTA -FSU (6), UNSA (3), SGEN (1)- ont rejeté par leur vote la carte des formations présentée par le recteur ainsi que le volume des retraits d'emplois prévus pour l'académie l'obligeant ainsi à revoir ses propositions et à convoquer un nouveau CTA.

Lors du deuxième CTA, le 20 janvier, le recteur annonce que les fermetures d'établissements, les fermetures de la première L à St Léonard, de la 1^{ère} S-SI à La Souterraine, de la filière technologique à Felletin, de la première STG à Ussel, ne sont plus d'actualité. Si c'est incontestablement un sentiment de victoire pour les établissements concernés et pour les manifestants nombreux, présents une nouvelle fois devant le rectorat, un tel recul ne doit pas masquer que le volume des retraits d'emplois reste inchangé. Et que par ailleurs, de nombreuses fermetures sont maintenues, notamment en LP.

C'est donc au travers de DGH revues systématiquement à la baisse que le recteur entend opérer le retrait de moyens. DGH revues à la baisse ont pour conséquences des tensions aggravées sur les structures des établissements : **effectifs systématiquement arrêtés à 30 en collèges et à 35 en lycées, minorations des effectifs prévisionnels conduisant à des fermetures injustifiées de classes, en classes de premières et de terminales regroupement**

Le recteur opère une nouvelle répartition des suppressions d'emplois :

- 45 en collège
- 23 en lycée
- 69 en LP
- 10 assistants de langue

Depuis 2007 l'académie a perdu 12% de ses emplois dans le 2nd degré pour une perte de 0,6% des effectifs d'élèves.

sur les enseignements du tronc commun, renvoi à l'autonomie des établissements pour choisir entre dédoublement ou ouverture d'une option... **Nous devons partout dénoncer les dégradations à venir à la fois sur les conditions d'études des jeunes mais aussi sur nos conditions de travail. Alertons les familles, faisons des contre propositions chiffrées dans les CA, faisons remonter partout la nécessité de moyens supplémentaires alloués aux différents établissements et aux académies.**

Il faut poursuivre l'action, remettre en cause l'ensemble de la politique éducative. Les questions budgétaires, les réformes contestées, les agressions contre nos métiers et nos statuts dont le projet Chatel sur l'évaluation est emblématique, sont inséparables. Le retrait de ce projet, le rétablissement des postes supprimés, la nécessité d'investir dans l'éducation quel que soit le contexte économique : voilà les exigences qui étaient au cœur de la journée de grève et de manifestation nationale du 31 janvier (près de 55% de grévistes dans l'académie, plus de 20 000 manifestants à Paris dont 230 venant de notre académie). Voilà les exigences qu'il faut porter dans le débat public et pour lesquelles il faut poursuivre l'action.

Les mobilisations locales contre les fermetures de classes dans le premier degré, celles contre le resserrement des structures dans le second degré, contre les suppressions de dédoublements et d'options, doivent converger en temps forts, tant au plan des départements qu'au niveau académique. **Ensemble, parents, personnels de l'éducation, citoyens, continuons à exprimer notre indignation face à la politique éducative qui est en œuvre.**

Les RDV de la mobilisation

Mercredi 8 février : 14h30 rassemblement à Tulle devant l'IA.

Samedi 11 février : 10h30, rassemblement à Guéret devant la mairie

CAEN lundi 13 février : 14h30, conférence de presse intersyndicale

Mardi 21 février : mobilisation lors du CDEN en Corrèze (détails à venir)

**Samedi 18 février
manifestation régionale**

14h30 place de La République, Limoges

ON CONTINUE !

